

Accueillir les naufragés du monde



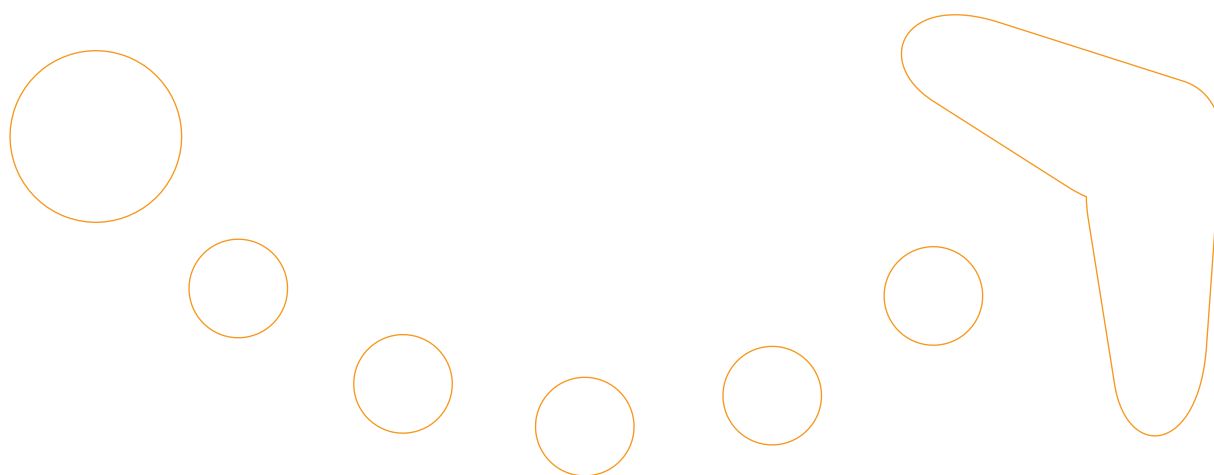
octobre 2015

**CIRÉ**

Sommaire

| | |
|--------------------------------------|---|
| Introduction | 3 |
| L'Europe forteresse | 4 |
| Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? | 4 |
| Changer de vision | 5 |
| Conclusion | 5 |

Cette analyse a été publiée dans La Gazette #2 (octobre 2015), une publication du CID Inter J de Rochefort abordant largement le sujet des "identités et migrations".



Introduction

Depuis le début de l'année 2015, plus de 1.800 migrants ont perdu la vie en mer. L'an dernier, ils étaient près de 3.300 à mourir noyés. Selon les estimations de l'Organisation internationale pour les migrations, 22.000 migrants seraient morts en tentant de gagner l'Europe depuis 2000, principalement en traversant la Méditerranée. 22.000 hommes, femmes et enfants morts en tentant de trouver une vie meilleure en Europe... D'autres sources estiment que les chiffres pourraient être multipliés par trois.

Si ces drames touchent l'opinion, ils révèlent aussi l'ineptie des politiques migratoires et la nécessité de repenser et de reconsidérer les migrations en profondeur.

L'Europe forteresse

Les naufrages en mer Méditerranée sont présentés par les médias et les politiques comme une catastrophe quasi inévitable : des passeurs peu scrupuleux exploitent les migrants et les envoient à la mort. Les arrivées sont nombreuses et difficiles à gérer.

D'abord, pourquoi les migrants meurent-ils en mer ? Parce que les conflits et la guerre sont de plus en plus importants aux portes européennes : Syrie, Irak, Érythrée, Afghanistan... Mais également les situations de pauvreté et que pour sauver et ou améliorer leur vie, les réfugiés et les migrants fuient là où ils ont l'espoir d'être protégés : en Europe. Or il n'est pas possible d'atteindre les territoires européens légalement, les visas sont quasi impossibles à obtenir en particulier lorsque l'on fuit un pays en guerre. Donc, de nombreuses personnes qui ont recours à des voies dangereuses et clandestines parce qu'elles n'ont pas d'autre choix. La plupart du temps, elles fuient avec l'aide de passeurs et certains d'entre eux sont effectivement des criminels.

Ainsi, pour que ces situations soient évitées, il n'existe qu'une seule solution, celle d'ouvrir des voies légales de migration, quel qu'en soit le motif, en assouplissant véritablement les conditions de délivrance des visas voire en abolissant les visas pour un certain nombre de pays. Ainsi, il n'y aurait plus de voies clandestines et dangereuses et donc plus de passeurs ni de naufrages. Mais cette solution n'est pas celle préconisée par les Européens. Au contraire, les solutions proposées sont à contre sens. Il s'agit de renforcer ce qui provoque les naufrages : à savoir les contrôles et la surveillance (en mer notamment), ce qui incite les migrants à prendre des voies toujours plus dangereuses pour contourner ces contrôles et fait monter les prix des passeurs.

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

La fermeture des frontières à extérieures de l'Union européenne est un corolaire de l'abolition des frontières à l'intérieur de l'espace Schengen. Ainsi les États du pourtour de l'Union ont la charge, pour toute l'Europe, de contrôler les frontières extérieures. Parallèlement, les États membres de l'Union européenne déterminent chacun leur politique migratoire et la tendance depuis la moitié des années 70 est à la fermeture, au contrôle et à la répression. Les migrants, sauf s'ils sont hautement qualifiés, ne sont généralement pas les bienvenus. Quant aux réfugiés, si les États se sont engagés à les accueillir en signant la convention de Genève de 1951 sur les réfugiés, ils font tout pour empêcher que ceux-ci soient trop nombreux pour ne pas avoir à les gérer. Et pourtant, l'Europe est loin d'être le premier pays d'accueil des réfugiés dans le monde : en 2014, l'Union a accueilli 625.000 nouveaux demandeurs d'asile, toutes nationalités confondues et à répartir en 28 États, parmi les plus riches de la planète, alors que le Liban à lui seul accueille 1,4 millions de réfugiés syriens depuis le début du conflit pour une population de 4 millions d'habitants. Ces très fortes réticences des pays membres de l'Union européenne répondent à plusieurs justifications.

Les discours politiques les plus courants en Europe parlent d'invasion, de menace sur l'économie, le système social, la criminalité, le terrorisme et l'identité nationale.

La mort de milliers de migrants semblerait être le prix à payer pour maintenir en Europe notre sécurité, sociale, économique et culturelle. Et l'insécurité est si grande que cette hécatombe, finalement, aussi horrible soit-elle, semblerait se justifier. « On ne peut tout de même pas accueillir toute la misère du monde », surtout en temps de crise. Et cette crise s'ajoute aux autres, loin de notre réalité quotidienne.

Changer de vision

Les discours des médias et des politiques sur l'immigration livrent une vision très partielle de la réalité et répondent, à l'instar de ceux sur le climat ou la crise en Grèce par exemple, à une conception à courte vue, parfois faussée ou biaisée tant elle ne tient pas compte de certaines données et de certaines recherches académiques. Le migrant, quel qu'il soit (naturalisé, primo arrivant, réfugié, demandeur d'asile, sans-papier, clandestin) apparaît comme une menace à laquelle il faut faire face.

Premièrement, même si chaque vie perdue en cherchant à se rendre en Europe est une tragédie, le nombre de personnes qui débarquent sur les côtes européennes, même s'il augmente aujourd'hui est très faible dans l'absolu : moins de 200 000 personnes par an. Il ne s'agit pas d'invasion lorsque l'on parle de 0,04% de la population européenne.

Ensuite, il semble impossible de gérer efficacement toutes ces personnes qui s'entassent dans des centres en Sicile et en Grèce. Les États européens viennent de discuter très cyniquement de « quotas » pour finir par ne pas s'accorder. La réalité est qu'un certain nombre d'États européens préfèrent consacrer de l'argent à la construction d'un mur pour empêcher les migrants d'arriver plutôt qu'au développement d'un système d'accueil qui tienne la route. L'Union européenne consacre des millions d'euros chaque année pour déployer les opérations de son agence Frontex dont la vocation est uniquement la surveillance et l'interpellation des migrants aux frontières.

Pour bon nombre de dirigeants européens, il est plus facile de déployer des mesures répressives plutôt que des mesures protectrices : les migrants sont des boucs émissaires de choix pour faire passer la pilule d'une économie flageolante qui survit au détriment des plus démunis. Pour se garantir un électorat, il est plus vendeur de se montrer ferme avec les étrangers que l'on fait volontiers passer pour les responsables de la crise, du chômage et qui plus est, pour de potentiels criminels et fraudeurs aux allocations.

Or il n'en est rien. Des pans entiers de l'économie européenne reposent sur l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché étrangère : beaucoup de secteurs sont en pénurie et beaucoup d'entreprises délocalisent « sur place ». Cela favorise le dumping social, la baisse des salaires, la baisse des acquis sociaux, l'exploitation. Mais qui est victime de cela ? Les travailleurs migrants avec et sans papiers, tout autant que les travailleurs locaux. C'est le système de dérégulation du marché du travail qui est responsable de la baisse de l'emploi, pas les migrants.

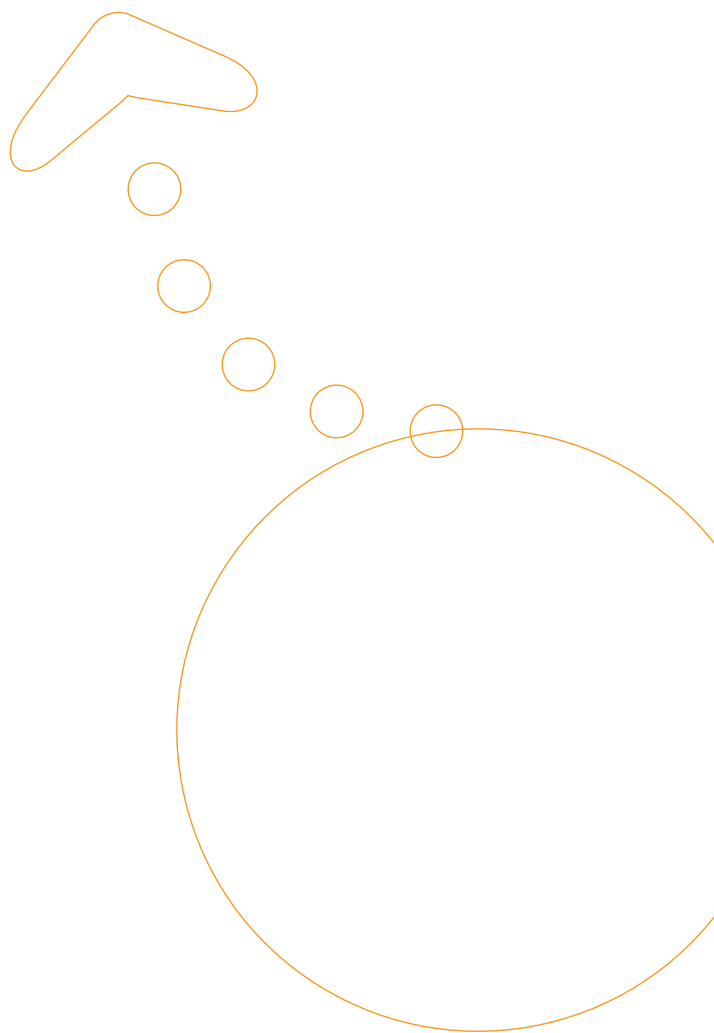
De nombreuses études montrent par ailleurs que l'impact des migrations régulières sur l'économie est faible voire positif sur les grandes variables de l'économie.

Conclusion

Cela fait plus de 15 ans que nous observons chaque jour les politiques migratoires à l'œuvre, en Europe et dans divers pays européens. Des années que nous analysons chaque jour les lois, les pratiques, les discours et leurs conséquences sur les personnes et les sociétés.

Ce qui est aujourd'hui à l'œuvre ne répond pas aux valeurs de solidarité, partage, égalité et démocratie que nous défendons. Mais plutôt à une logique économique-politique au profit de dirigeants non éclairés, de mouvements populistes et de grandes entreprises.

Il est important que nous soyons conscients que ce qui se déroule à nos frontières n'est pas inévitable. Mais aussi que ces politiques sont menées en notre nom, au nom des citoyens européens.





Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers

Créé en 1954, le CIRÉ est une structure de coordination pluraliste réunissant 24 organisations aussi diversifiées que des services sociaux d'aide aux demandeurs d'asile, des organisations syndicales, des services d'éducation permanente et des organisations internationales. L'objectif poursuivi est de réfléchir et d'agir de façon concertée sur des questions liées à la problématique des demandeurs d'asile, des réfugiés et des étrangers.



CIRÉ asbl

rue du Vivier, 80-82 | B-1050 Bruxelles

t +32 2 629 77 10 | f +32 2 629 77 33

cire@cire.be | www.cire.be



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Les organisations membres

- Aide aux personnes déplacées (APD)
- Amnesty international
- Association pour le droit des étrangers (ADDE)
- Cap migrants
- Caritas international
- Centre d'éducation populaire André Genot (CEPAG)
- Centre social protestant
- Convivium
- Croix-Rouge francophone de Belgique (département accueil des demandeurs d'asile)
- CSC Bruxelles-Hal-Vilvorde
- CSC Nationale
- Équipes populaires
- FGTB Bruxelles
- Interrégionale wallonne FGTB
- Jesuit refugee service – Belgium (JRS)
- Justice et paix
- Médecins du Monde
- Mentor-escale
- Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (MRAX)
- Mouvement ouvrier chrétien (MOC)
- Présence et action culturelles (PAC)
- Point d'appui
- Service social de Solidarité socialiste (SESO)
- Service social juif (SSJ)